



Le 3 octobre 2023

**Lettre ouverte des organisations syndicales BUREAU VERITAS à Madame Hinda GHARBI, Directrice Générale de Bureau Veritas**

Madame la Directrice,

Il y a quelques mois, vous avez pris la direction de Bureau Veritas, grande entreprise Française bientôt bicentenaire, numéro 1 de la certification, de la santé et de la sécurité des salariés et du public. Aussi, les syndicats CGT, FO, CFE-CGC et CFDT, tous unis en intersyndicale, s'étonnent de vous voir vanter la Responsabilité Sociale et Environnementale de Bureau Veritas ainsi que son Code Éthique dans les médias et sur les réseaux sociaux, alors même qu'en interne, les salariés vivent exactement le contraire.

En effet, s'agissant de la « *green line* » et des grandes promesses de Bureau Veritas à destination des marchés et du grand public, pour réduire son empreinte carbone (politique RSE), les salariés ne comprennent pas pourquoi la direction de Bureau Veritas souhaite diminuer le nombre de jours de télétravail, qui aura alors inévitablement pour conséquence un impact négatif significatif sur le bilan carbone de l'entreprise.

De même, dans notre entreprise où 75 % des salariés travaillent en déplacement avec un véhicule d'entreprise, les engagements de Bureau Veritas en matière de « *verdissement de la flotte automobile* » ne correspondent pas à la « *politique automobile* » interne. En effet, Bureau Veritas ne met à disposition que des véhicules de société à moteur thermique d'entrée de gamme, les salariés qui souhaitent conduire un véhicule électrique doivent payer chaque mois sur leurs deniers personnels la différence de prix entre ce véhicule thermique bas de gamme et le prix d'un véhicule électrique.

S'agissant de la responsabilité sociale, malgré le retour de l'inflation, les salariés n'ont obtenu, depuis plus de 15 ans, qu'une seule et unique augmentation générale de salaire comprise entre 2,5 % et 3,8 %, alors que les résultats financiers de l'entreprise sont records. 99 % des bénéfices sont reversés aux actionnaires, la marge nette dépasse 16 %. En 2023, le montant des dividendes versés aux actionnaires a augmenté de 45 %.

Plus grave : les prix proposés aux clients augmentent fortement, et lorsque les clients refusent cette augmentation, alors la direction n'hésite pas à diminuer drastiquement les temps nécessaires à la bonne exécution des missions, pour mécaniquement relever les taux horaires, mettant ainsi les salariés en difficulté et participant à la dégradation de la qualité de la prestation fournie.

**Les statistiques publiées par notre ancienne branche (métallurgie) et notre branche actuelle (SYNTEC) démontrent que Bureau Veritas se situe largement en dessous des autres entreprises en matière d'augmentations de salaire.**

Là aussi, la diminution du nombre de jours de télétravail va fortement pénaliser le pouvoir d'achat du personnel administratif dont les rémunérations sont les plus faibles de l'entreprise, alors même que le prix de l'énergie est toujours croissant et que le prix des carburants peut dépasser 2 euros le litre.

De plus, le « *Schéma Directeur Immobilier* » à travers les réductions des surfaces des bureaux, les fermetures de sites, et les déménagements, qui ont éloignés certains salariés de leur lieu d'affection, les contraignent aujourd'hui à parcourir des distances plus longues, à subir des conditions de travail dégradées en réintégrant des locaux inadaptés dont les surfaces ont été réduites de moitié et dont le nombre de poste est largement insuffisant.

S'agissant des conditions de travail, elles ne cessent de se dégrader : diminution des effectifs administratifs, surcharge de travail, diminution drastique des temps de contrôle, réorganisations successives, augmentation des Risques Psycho Sociaux ainsi que des droits d'alerte et Danger Grave et Imminent, logiciels qui ne fonctionnent pas, etc... Un comble alors que les missions de Bureau Veritas consistent justement à vérifier le respect des normes et réglementations issues du Code du Travail chez ses clients, ainsi que des missions relatives au respect et à l'amélioration des conditions de travail !

Enfin, alors que le Code Éthique de Bureau Veritas précise que l'entreprise doit respecter les droits des salariés et la liberté syndicale, les organisations syndicales représentatives s'étonnent de ne pas vous avoir encore rencontrée Madame GHARBI ; alors que nous sommes actuellement en train de renégocier l'ensemble des accords d'entreprise (télétravail, égalité femme/homme, qualité de vie au travail et conditions de travail, dialogue social) et que les négociations annuelles obligatoires sur les salaires pour 2023 n'ont toujours pas été planifiées.

**Cette situation est délétère pour les salariés, mais aussi pour l'entreprise, car le turnover explose.**

**Les élus de l'intersyndicale CGT, FO, CFE-CGC et CFDT demandent à vous rencontrer dans les plus brefs délais.**